

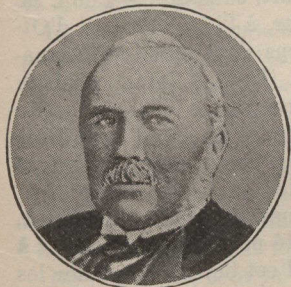
CHRONIQUE

En Angleterre

La défaite des Unionistes n'a pas manqué de causer quelque trouble dans l'organisation du parti qui vient de tomber. Comme il arrive généralement, les vaincus ne se résignent pas volontiers à leur sort et ils accusent assez facilement d'insuffisance ou de maladresse les chefs qui les ont menés à la défaite.

Monsieur Chamberlain — Joseph — n'a pu imposer ses idées de protectionnisme avancé et d'impérialisme — repoussées d'ailleurs par les colonies — au parti conservateur que M. Balfour dirigeait au Parlement, et l'insuccès de ses partisans, aux dernières élections, n'est pas fait, comme bien on s'en doute, pour lui donner raison. De là, scission profonde entre lui et Balfour et dislocation probable de la coalition unioniste. On reviendra aux anciennes dénominations de tory et de whig avec un parti irlandais qui tiendrait, aux moments critiques, la balance entre le pouvoir et l'opposition.

* * *



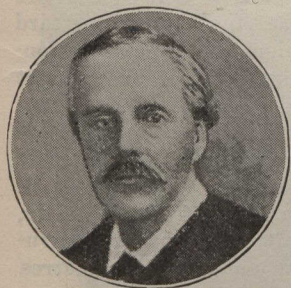
SIR HENRY CAMPBELL
BANNERMAN,

Chef du cabinet anglais actuel.

On se préoccupe toujours, dans la métropole, des délibérations de la Conférence d'Algésiras. On admet généralement que la France aura raison sur tous les points d'importance secondaire, mais que les délégués allemands ont ordre de lui refuser le contrôle de la police du Maroc. La France se contenterait-elle d'un contrôle qui serait exercé par une puissance neutre, comme la Suisse et la Belgique ? Beaucoup hésitent à le croire parmi les journalistes anglais et semblent encourager la France à la résistance extrême aux exigences de l'Allemagne. Des experts comme lord Roberts en sont à supputer ce que pourrait faire l'Angleterre, dans un cas de conflit, pour soutenir son alliée contre le premier choc allemand.

Le résultat de ces calculs sur l'effectif de terre n'est pas brillant, et le héros du Sud-africain ne peut s'empêcher de presser ses compatriotes, d'augmenter leurs armements, s'ils veulent faire face aux

éventualités de l'avenir et maintenir la paix armée, que le brouillon cousin d'Allemagne ne cesse de menacer sous un prétexte ou sous un autre. On ne parle ni plus ni moins que de la conscription et du service obligatoire dans le Royaume-Uni, tout comme il se pratique en Allemagne et en France. C'est dire que la métropole, se sentant prochainement serrée de plus près sur mer, par l'accroissement des unités allemandes, songe à se donner une armée de terre qui lui permettrait de se mesurer avec des rivaux qui, du côté des Indes et du côté de l'Afrique méridionale ou égyptienne, pourraient l'atteindre dans ses grands organes commerciaux et industriels.



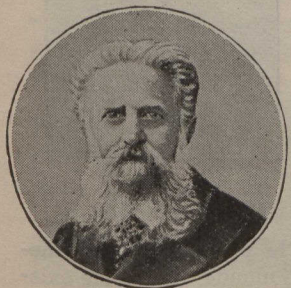
M. BALFOUR,

Chef du précédent ministère anglais.

L'inauguration du nouveau président a eu lieu le dimanche, 18 du mois en cours. C'est l'événement du jour qui nous engage à publier le portrait de M. Fallières.

En France

Il n'y a pas, ici, de message antique et solennel, comme à Washington, où le président indique SA politique, que n'endosse pas nécessairement le cabinet américain. En France, le chef de l'Etat ne gouverne pas, et il règne si peu ! Il reçoit et il est reçu, c'est bien à peu près la seule de ses attributions. Et il signe, il signe, il signe tout ce que le président de son conseil lui présente. Il importe peu que ce soit un Loubet ou un Fallières. Une fois le seuil de l'Elysée franchi, toute personnalité s'efface, et l'on ne trouve plus au palais présidentiel que l'officier placé à la tête du protocole et le signataire mécanique de tous les papiers, grands et petits, que multiplie à l'infini le formalisme de la République.



M. VISCONTI VENOSTA,
Délégué italien à la conférence d'Algésiras.

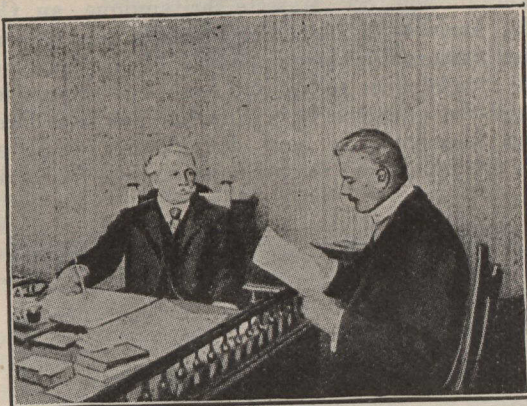
M. Fallières exercera-t-il quelque influence, heureuse ou non, sur la conduite des affaires de France, par son caractère individuel, par l'action réflexe qui devrait se dégager d'une aussi haute situation que la sienne. Nous en doutons ; il sera, encore plus que son prédécesseur, le roi-soliveau que veut avoir la République du présent. Voudrait-il tenter quelque fait d'initiative qu'il y aurait un "tolle" général bien capable d'effrayer de plus fermes que ce bon M. Fallières.



S. M. LE TZAR NICOLAS II

Empereur et autocrate de toutes les Russies.

Comme il fallait s'y attendre, la loi de la séparation des Eglises et de l'Etat, donne lieu à toutes sortes d'incidents pénibles qui ne font que trop voir combien la France est désunie, divisée, combien en ce 20ème siècle sévit chez elle la passion, la rage de la guerre religieuse. Alors que les grands peuples, qui donnent au monde la direction et commandent la paix et la guerre, pratiquent un régime de concorde et de tolérance inaltérables, nous voyons notre malheureuse mère-patrie en proie



M. DE RADOWITZ ET M. DE TATTENBACH

dans leur cabinet de travail à Algésiras. C'est de ces chefs de la délégation allemande que dépend la paix de l'Europe.

à des dissensions telles que l'histoire des guerres religieuses nous en rapporte. On se bat en pleine église comme aux plus sombres jours de la Réforme. Et pourtant, c'est le cas de le dire : l'ennemi est aux portes.

La Commission nommée pour mettre à exécution la loi de la Séparation, prend jusqu'au 9 de mars pour faire connaître son dernier rapport. Elle espère qu'alors Sa Sainteté Pie X aura donné ses instructions au clergé français et orienté la direction qu'elle entend donner au nouveau régime de séparation. Là-dessus cette Commission règlera sa ligne de conduite. En un mot, après avoir rompu avec l'Eglise et ses prêtres, on veut encore garder une main mise sur ceux que le dernier des commis du ministre des cultes se permettait de traiter en vulgaires fonctionnaires de l'Etat.

Ce calcul est vain et sera déjoué facilement par la main de justice, de bonté et de lumière qui dirige les pasteurs et le troupeau au Vatican.

* * *

Si l'Angleterre se préoccupe vivement des discussions d'Algésiras, en France on suit dans la plus grande anxiété les moindres mouvements des délégués. Il est difficile de pénétrer dans les mystères de la diplomatie qui tient en suspens un arrêt de paix ou de guerre générale, mais les déclarations des journaux officiels ou officieux d'outre-Rhin ne peuvent laisser de doute sur les intentions de la Cour allemande.

Aujourd'hui, comme après Moukden, le Kaiser veut avoir raison de la France, unie à l'Angleterre, mais si terriblement diminuée par la guerre et la révolution de Russie. Poussera-t-il jusqu'à la mobilisation l'intimidation qui se poursuit, en son nom, dans la presse inspirée, il est difficile de le dire, depuis surtout que la Russie est calmée, et peut



M. JOE CHAMBERLAIN.

se retrouver dans une posture de puissance armée que l'Allemagne même ne saurait ignorer.

Une dépêche de Paris nous apprend que l'opinion générale sur l'issue de la conférence d'Algésiras est de plus en plus pessimiste. Etant donné que le gouvernement français ne semble pas disposé à céder sur le contrôle de la police marocaine, la situation apparaît comme sans issue. Dans les ambassades, on se montre généralement favorable aux prétentions émises par la France. On ne met pas en doute le bien fondé de ces prétentions. On considère au quai d'Orsay que la France a déjà fait toutes les concessions qu'il lui est possible de faire sans faiblesse, attendu que ses exigences étaient acceptées en principe avant la convocation de la conférence.

* * *

De la guerre religieuse qui sévit dans l'intérieur de la France et de ses colonies, on passe naturellement à celle qui la menace du côté d'outre-Rhin et à celle qu'elle déclare elle-même, pour cause d'affaires de très graves conséquences, à la petite république du Vénézuéla. Il avait été décidé, dès la semaine dernière, de faire une démonstration navale contre les ports de Castro, le président vénézuélien, qu'on accuse de tout le mal, et il paraît que la France avait compté sur la participation des Etats-Unis à cette opération d'hostilité. Depuis les choses ont pris une autre tournure ; on craindrait même des complications, et le gouvernement américain aurait accepté de se charger des intérêts vénézuéliens en France pendant le temps que durera la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

Le peuple du Vénézuéla n'a guère été effrayé des menaces françaises, si on en juge par l'opinion de M. Taigny, ancien représentant de France à Caracas.

"C'est un pays difficile, a-t-il dit, montagneux.

Bien que Caracas ne soit qu'à neuf milles à vol d'oiseau de la côte, il faut en faire vingt-cinq par la route avant d'y arriver. Les habitants du pays n'aiment rien autant que se battre, et ils ne manqueraient pas de saisir avec joie une si belle occasion, même se sachant battus d'avance. Et puis je ne sais pas jusqu'à quel point mon gouvernement serait disposé à s'embarquer dans une aventure de ce genre. Car il y a toujours le danger d'une complication avec une tierce puissance. Je crois que d'autres moyens seraient préférables."



M. TAIGNY,

Ministre de France au Vénézuéla.

En Russie

Les élections pour la Douma, créée pour doter la Russie d'un gouvernement constitutionnel, auront lieu le 7 avril, et tout permet de croire que ce grand pays entrera résolument dans la voie des réformes administratives, dans la paix et dans l'ordre.

L'assemblée nationale se réunira le 28 du même mois. Les trois semaines qui s'écouleront entre la date des élections et celle de la convocation de la Douma permettront aux députés de Sibérie de se rendre à Pétersbourg.

Les autorités locales sont autorisées à procéder aux élections préliminaires, qui désigneront les délégués aux collèges électoraux aussitôt que les listes électorales auront été complétées.

* * *

Les socialistes, se voyant écrasés par une répression vigoureuse, ont décidé d'abandonner la lutte. Le Conseil central du Travail vient de se dissoudre, ses membres vont se contenter de préparer un soulèvement pour le printemps. Entre temps, ils ne dédaigneront pas de lancer quelques bombes aux bons endroits et quand les circonstances s'y prêteront.



DUK D'ALMADOR,

Président de la conférence d'Algésiras.

G. A. NANTEL.